

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du mercredi 12 juillet 2023

Membres en exercice : 26  
Présents : 19  
Procuration(s) : 3  
Absent(s) : 4  
Nombres de votants : 22  
Votes pour : 22  
Vote(s) contre : 0  
Abstention(s) : 0  
Date de la convocation : vendredi 30 juin 2023

DELIBERATION N°DL\_CP2023\_0127

Relative à la prise en charge de l'organisation du Comité de suivi Interreg du programme Canal du Mozambique 2021-2027

L'an deux mille vingt-trois, le douze juillet, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

**Conseillers départementaux présents :**

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Nadjima SAID, Monsieur Alain SARMENT, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU

**Conseillers départementaux représentés :**

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC, Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Laini ABDALLAH BOINA donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU

**Conseillers départementaux absents :**

Monsieur Salime MDERE, Madame Rosette VITTA, Madame Echati ISSA, Monsieur Nadjayedine SIDI

**Secrétaire de séance désignée :**

Madame Hélène POLLOZEC

**Le Président constate que le quorum est atteint,**

- Vu le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013,
- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu Le Règlement (UE) n°2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds « Asile, migration et intégration », au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'Instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;
- Vu La loi no 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles modifiée par l'ordonnance no 2020-1504 du 2 décembre 2020, notamment son article 78 ;
- Vu la loi n°2007-147 du 02 février 2007 relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements, dite loi Thiollière ;

- Vu Le Décret n° 2021-1884 du 29 décembre 2021 relatif à la gestion des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période 2021-2027 ;
- Vu Le décret n°2022-579 du 19 avril 2022 relatif à l'autorité nationale pour les programmes de coopération territoriale Européenne pour la période 2021-2027 ;
- Vu la Délibération n°DL\_2021\_00197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu la délibération n°DL\_AP2021\_0203 du 19 juillet 2021, relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu la délibération N°DL\_AP2023\_0040 du jeudi 13 avril 2023 relative à l'adoption du Budget primitif 2023 du Conseil départemental et du STM ;
- Vu La délibération n°DL-CP 20216009 du 12 avril 2021 Relatif à l'Autorité de gestion et Autorité nationale pour le programme Interreg Canal du Mozambique au titre de la Coopération territoriale européenne pour la période 2021-2027 ;
- Vu Les délibérations n°AP2022\_0070 du 29 mars 2022 et n°AP2023\_0050 du 13 avril 2023 relatives à l'adoption et à la confirmation du Programme Opérationnel Interreg Canal du Mozambique pour la période 2021-2027 ;
- Vu Le rapport n°2023-001840 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu L'avis de la commission des finances et des affaires européennes du 04 juillet 2023 ;

### Considérant

- la nécessité réglementaire de mettre en place le comité de suivi Interreg du programme FEDER CET Interreg VI Canal du Mozambique, 3 mois après sa validation officielle, conditionnant ainsi le lancement du dit programme ;
- l'engagement des dépenses liées à cet événement, constaté par certificats administratifs, au regard de l'urgence liée à son organisation.

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,  
Le Conseil Départemental,**

### DECIDE

- Article 1 :** De valider l'organisation et l'installation du 1<sup>er</sup> comité de suivi Interreg pour le programme FEDER CTE Interreg VI Canal du Mozambique 2021- 2027, qui ont eu lieu à l'Hémicycle Younoussa BAMANA du Conseil départemental du 25 au 30 juin 2023 ;
- Article 2 :** D'entériner les dépenses ordonnées pour l'organisation de cet événement par le Président du Conseil départemental par le biais de certificats administratifs, et comprenant :
- Frais de transport des points focaux et de la cellule de gestion du programme
  - Frais de restauration liés au CSI
  - Frais d'hébergement des points focaux et de la cellule de gestion du programme
  - Dépenses divers,
- Ces dépenses sont estimées à hauteur de **29 000€** ;
- Article 3 :** D'imputer cette dépense sur le budget du Département de Mayotte ;
- Article 4 :** D'autoriser le Président du Conseil départemental à engager toute démarche et action de partenariat institutionnel nécessaire pour la mise en œuvre et l'exécution de la présente délibération ;
- Article 5 :** En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le département.

**Pour extrait certifié conforme  
Le Président du Conseil départemental**

**Ben Issa OUSSENI**

